

N° AP 23/44

ARRETE

ARRETE DE DELEGATION TEMPORAIRE DE SIGNATURE DANS LE CADRE DE PROCEDURES DISCIPLINAIRES A MADAME VALERIE PAECHT - DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté n°1053/06/14/P du 27 Juin 2014 portant détachement de Madame Valérie PAECHT sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services,

VU l'élection du Président de la Métropole le 15 Juillet 2020 lors de la séance d'installation du Conseil Métropolitain,

VU l'arrêté du Président N° 20/52 du 16/7/2020 relatif à la délégation permanente de signature de Madame Valérie PAECHT concernant les affaires de la Métropole,

CONSIDERANT que le Président de la Métropole peut donner sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Madame Le Directeur Général des Services compte tenu du volume des affaires traitées,

CONSIDERANT que Madame Valérie PAECHT a délégation permanente pour l'ensemble des actes, arrêtés concernant les affaires de la Métropole à l'exception des convocations et procès-verbaux de réunions de séances des instances métropolitaines ainsi que des actes pour lesquels la signature est déléguée à un Vice-Président,

CONSIDERANT que néanmoins, dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu d'accorder à Madame Valérie PAECHT, délégation temporaire de signature dans le cadre des procédures disciplinaires engagées contre Messieurs Nicolas BRUNA, Walid HADDAD et Rémy PORTE, agents métropolitains, affectés à l'antenne de Toulon.

ARRETE

ARTICLE UNIQUE

Délégation temporaire est donnée à Madame Valerie PAECHT, Directeur Général des Services, à l'effet de signer au nom du Président de la Métropole, tout document et acte relatifs aux procédures disciplinaires engagées contre Messieurs Nicolas BRUNA, Walid HADDAD et Rémy PORTE, agents métropolitains, affectés à l'antenne de Toulon et notamment les actes portant sanction de ces derniers.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le 07 AVR. 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Ancien Ministre



